

Votre contact

Christophe BARASCUT

NOUVEAU CONSEIL FINANCIER

09 50 81 49 22

christophe.barascut@ncfinances.fr



DER

Document d'Entrée en Relation

2024

Document type établi pour votre client

DOCUMENT D'ENTRÉE EN RELATION

INTRODUCTION

La présente fiche (ou DER) est un élément essentiel de la relation entre le client et son conseiller (ou intermédiaire). Elle résume toutes les informations légales que le conseiller (ou intermédiaire) ou sa société doit avoir communiqué au client dès l'entrée en relation.

Elle est un complément à sa plaquette commerciale.

Vous avez choisi ou êtes sur le point de confier la mission de vous assister, à un professionnel réglementé et contrôlé, vous devez donc garder en mémoire l'ensemble des éléments présents dans ce document.

VOTRE CONTACT

BARASCUT Christophe

17, Route de Montguyon
17210 MONTLIEU LA GARDE

Téléphone : **09 50 81 49 22**

Email : **christophe.barascut@ncfinances.fr**

INFORMATIONS

Activités réglementées

Le cabinet Nouveau Conseil Financier est immatriculé au registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS) sous le numéro 07 019 424 (qui peut être consulté sur le site www.orias.fr) et exerce les activités réglementées suivantes :

CONSEILS FINANCIERS

Conseiller en investissements financiers

Votre conseiller est immatriculé au Registre Unique des Intermédiaires en Assurance, Banque et Finance (ORIAS) sous le n° d'immatriculation 07 019 424.

Vous pouvez vérifier cette immatriculation sur le site internet ORIAS : <https://www.orias.fr/welcome>) au titre de l'activité réglementée suivante:

CIF (Conseiller en Investissements Financiers) susceptible de fournir *des conseils en investissement de manière non indépendante au sens de l'article 325-5 du RGAMF*

Enregistré auprès de La Chambre Nationale des Conseils en Gestion de Patrimoine (CNCGP), association agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), adresse courrier : 17 Place de la Bourse 75082 Paris cedex 02 et adresse internet : www.amf-france.org;

Cette activité est contrôlable par l'AMF.

N° ORIAS : N°07019424

Responsabilité civile professionnelle

Le Cabinet Nouveau Conseil Financier a souscrit, une police d'assurance DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE par l'intermédiaire de BdJ SAS, 39 Rue Mstislav Rostropovitch – 75017 Paris, N°112786342/229896 :

Conseil en Investissement Financier (CIF)

Conformément aux articles L. 541-3 et D. 541-9 du code monétaire et financier

Montant de la garantie : 3.200.000 € par sinistre et 3.200.000 € par année d'assurance

Franchise par sinistre y compris frais de défense civile : 5.000€ par sinistre

Etendue Territoriale

Les garanties s'exercent dans le monde entier à l'exclusion des activités exercées à partir d'établissements permanents situés hors de France, sous réserve des dispositions spécifiques au titre des réclamations aux Etats-Unis d'Amérique et/ou Canada.

Partenaires

Nom	Nature	Type d'accord	Mode de rémunération
A Plus Finance	FCPR	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions
EpsiCap	SCPI	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions
Horizon AM	SCPI	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions
Inter Gestion	SCPI	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions
Inter Invest	SCPI	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions

Nom	Nature	Type d'accord	Mode de rémunération
Sofidy	SCPI	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions
Sogénial	SCPI	Convention d'apport	Commissions et rétrocession de commissions

ASSURANCE

Courtier

Votre intermédiaire d'assurance est immatriculé au Registre Unique des Intermédiaires en Assurance, Banque et Finance (ORIAS) sous le n° d'immatriculation 07019424. Vous pouvez vérifier cette immatriculation sur le site internet ORIAS : <https://www.orias.fr/welcome> au titre de l'activité réglementée suivante :

IAS (Intermédiaire en Assurance) : catégorie courtier d'IAS) et type "B" d'intermédiaire n'étant pas soumis à une obligation contractuelle de travailler exclusivement avec une ou plusieurs entreprises d'assurance qui propose un service de recommandation personnalisée, en expliquant au client pourquoi, parmi plusieurs contrats ou plusieurs options au sein d'un contrat, un ou plusieurs contrats ou options correspondent le mieux à ses exigences et à ses besoins.

L'activité d'IAS est contrôlable par l'Autorité Prudentielle de Contrôle et de Résolution (ACPR), adresses courrier: 4 place de Budapest, 75436 PARIS cedex 09, et internet: <http://www.acpr.banque-france.fr/accueil.html>

N° ORIAS : N°07019424

Responsabilité civile professionnelle

Le Cabinet Nouveau Conseil Financier a souscrit, une police d'assurance DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE par l'intermédiaire de BdJ SAS, 39 Rue Mstislav Rostropovitch – 75017 Paris, N°112786342/229896 auprès de MMA IARD, 160 rue Henri Champion – 72030 Le Mans cedex 9

COURTAGE D'ASSURANCES DE PERSONNES (SANS ENCAISSEMENT DE FONDS DE TIERS)

Conformément aux articles L. 512-6, R. 512-14 et A. 512-4 du Code des assurances

Montant de la garantie : 3.500.000 € par sinistre

3 500.000 € par année d'assurance

Franchise par sinistre : 20 % de l'indemnité due (Maxi : 5.000€ par sinistre)

Etendue Territoriale

Les garanties s'exercent dans le monde entier à l'exclusion des activités exercées à partir d'établissements permanents situés hors de France, sous réserve des dispositions spécifiques au titre des réclamations aux Etats-Unis d'Amérique et/ou Canada

Garanties

Activités assurées	Montants garantis par sinistre	Montants garantis par année d'assurance
Courtage d'Assurance de Personnes	115 000€	115 000€

Partenaires

Nom	Nature	Type d'accord	Mode de rémunération
Afiesca	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Alptis	Assureur Grossiste	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
April	Assureur Grossiste	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Cardif	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions

Nom	Nature	Type d'accord	Mode de rémunération
Générali IARD	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Générali Patrimoine	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
NetVox	Assureur Grossiste	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Novelia	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Oddo	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Solly Azar	Assureur Grossiste	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
SwissLife	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
UAF Life	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
UNEP	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Vie Plus	Assureur	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions
Xenassur	Assureur Grossiste	Convention de courtage	Commissions et rétrocession de commissions

Agent immobilier

Carte T N° CPI 3301 2020 000 05 274 délivrée par la CCI de Bordeaux (Gironde) le 03 mai 2023
Sans détention de fonds, absence de garantie financière/non détention de fonds pour compte de tiers.

L'activité est contrôlable par la DGCCRF.

Responsabilité civile professionnelle

Nouveau Conseil Financier a souscrit, une police d'assurance DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE par l'intermédiaire de BdJ SAS, 39 Rue Mstislav Rostropovitch – 75017 Paris, N°112.786.342/229896 :

Activité professionnelle garantie TRANSACTION SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE SANS MANIEMENT ET SANS DETENTION DE FONDS

Garanties financières

Activités assurées	Montants garantis par sinistre	Montants garantis par année d'assurance
Transaction sur Immeubles et Fonds de Commerce	110 000€	110 000€

DURABILITÉ

Les facteurs de durabilité pris en compte dans le processus de sélection des instruments financiers sont les suivants : les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Cette prise en compte peut porter, selon vos directives, sur les axes ci-dessous :

- Analyse de la proportion de l'investissement investi dans des activités considérées comme durables sur le plan environnemental par la classification européenne Taxonomie (autrement dit aligné à la Taxonomie) ;
- Analyse de la proportion de l'investissement investi dans des « investissements durables » au sens du règlement SFDR ;
- Prise en compte des « principales incidences négatives » dans l'analyse des produits conseillés.

MÉDIATEURS

En cas de litige ou de réclamation, les parties s'engagent à rechercher en premier lieu un arrangement amiable.

Vous pouvez adresser une réclamation à votre conseiller habituel qui disposera de dix jours pour en accuser réception, puis de deux mois, à compter de son envoi, pour y répondre.

Vous pouvez en second lieu saisir gratuitement un médiateur de la consommation, deux mois après l'envoi d'une première réclamation écrite et au plus tard dans un délai d'un an :

Médiateurs compétents litiges avec un consommateur: *Pour les activités de CIF* Mme Marielle Cohen-Branche, Médiateur de l'AMF Autorité des Marchés Financiers 17, place de la Bourse 75082 Paris cedex 02 Site internet : <https://www.amf-france.org/fr/le-mediateur-de-lamf/votredossier-de-mediation/vous-voulez-deposer-une-demande-de-mediation>

Pour les autres activités (Médiateur recommandé par la CNCGP) Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP) Service de médiation de la consommation, 39, Avenue Franklin D. Roosevelt 75008 PARIS Site internet : <https://www.cmap.fr/consommateurs/>.

En cas d'échec de la médiation, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents.

RÉMUNÉRATION

Mention des différents tarifs et honoraires pratiqués :

Montant HT [...] et TTC [...]

Option 1 : Dans le cas d'un conseil CIF dit indépendant, la rémunération du conseiller lui sera versée par le client et dans le cas où le conseiller reçoit une quelconque rémunération de quelques fournisseurs qu'il soit d'instruments financier, il s'engage à reverser celle-ci aussi rapidement que possible au client.

Dans le cas d'un conseil en investissement financier fourni de manière indépendante, votre conseiller s'engage à ne pas conserver les commissions et à vous les reverser aussi rapidement que possible. Ainsi dans ce cadre, le conseiller évalue un éventail suffisant d'instruments financiers disponibles sur le marché. Ces instruments sont suffisamment diversifiés quant à leur type et à leurs émetteurs, ou à leurs fournisseurs et ne se limitent pas à ceux avec lesquels le conseiller entretient des relations étroites prenant la forme tous liens capitalistiques, économiques ou contractuels pouvant remettre en cause l'indépendance du conseil fourni.

Option 2 : Dans le cas d'un conseil CIF dit non-indépendant, ou d'un acte d'intermédiation, d'une solution d'épargne ou d'investissement, le conseiller sera rémunéré par une fraction des frais initialement prélevés par le promoteur du produit et/ou les intermédiaires intercalés.

Dans le cas d'un conseil en investissement financier fourni de manière non-indépendante, votre conseiller peut conserver les commissions. Dans ce cadre le conseiller évalue un éventail **[AU CHOIX : restreint / suffisant]** d'instruments financiers émis par une entité avec laquelle le conseiller entretient des relations étroites pouvant prendre la forme de liens capitalistiques, économiques ou contractuels.

Afin de mieux vous assister dans vos nombreuses démarches administratives personnelles, notre cabinet est membre d'une coopérative de Services à la Personne, la MDSAP (Maison Des Services d'Aides à la Personne) déclarée par l'Etat sous le numéro SAP 488 755 646.

Nous mettons ainsi à votre disposition un service exclusif afin de mieux vous accompagner dans certains de vos actes privés, vos démarches administratives personnelles notamment votre assistance à la déclaration de revenus et votre accompagnement patrimonial, et vous proposer des avantages fiscaux inédits.

Ces prestations d'assistance administrative, qui doivent être réalisées obligatoirement et uniquement à votre domicile et ne pas intégrer d'accompagnement de conseil, vous feront bénéficier d'avantages fiscaux innovants : un crédit d'impôt sur tous les montants facturés selon l'article 199 sexdecies du Code Général des impôts de 50% sur votre facture d'assistance administrative.

Si vous êtes intéressé, nous tenons à votre disposition une fiche détaillée présentant le cadre précis de cet accompagnement administratif et pouvant être annexée au présent document d'entrée en relation.

MÉTHODES DE COMMUNICATION

INFORMATIONS SUR LES MODES DE COMMUNICATIONS

Dans le cadre de notre relation contractuelle, nous vous informons que nous communiquerons avec vous par les moyens suivants :

- Par courrier,
- Par tout autre support durable (courriel, site internet dédié, etc...) dès lors que les clients auront opté formellement pour la fourniture des informations sur cet autre support et que ce même support se révélera adapté au contexte dans lequel seront conduites les affaires.

IMPORTANT : en signant ce document, vous acceptez que les coordonnées de courriel que vous nous avez fournies dans votre dossier puissent à tout moment être utilisées en vue d'authentifier et de sécuriser nos échanges. Vous

acceptez donc expressément que les informations soient communiquées par le biais d'un support durable autre que le papier, à savoir le courriel. À tout moment, vous pouvez demander à disposer du document papier ou à revenir à une remise du document sous format papier.

RÉCLAMATIONS

TRAITEMENT DES RECLAMATIONS

(Article 325-23 du RGAMF et Instruction AMF n° 2012-07 du 13/07/2012 - MAJ 24/04/2013, 20/11/2013 et 17/10/2014 et 12/12/2016 avec effet au 01/05/2017)

ATTENTION /RAPPEL : S'agissant des procédures et de l'organisation du traitement des réclamations, il convient de se reporter également au Code Intérieur / Traitement des Réclamations-Procédures et Organisation

MODALITES DE SAISINE DE L'ENTREPRISE

Pour toute réclamation votre conseiller (ou le service réclamation de l'Entreprise) peut être contacté selon les modalités suivantes :

Par courrier : NCF, 17, Route de Montguyon - 17210 Montlieu La Garde

Par tel : 09 50 81 49 22

Par mail : contact@ncfinances.fr

Traitement des réclamations :

Votre Conseiller s'engage à traiter votre réclamation dans les délais suivants :

- Dix jours ouvrables maximum à compter de la réception de la réclamation, pour accuser réception, sauf si la réponse elle-même est apportée au client dans ce délai ;
- Deux mois maximums entre la date de réception de la réclamation et la date d'envoi de la réponse au client sauf survenance de circonstances particulières dûment justifiées.

RGPD

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de nos relations professionnelles, nous sommes amenés à collecter, traiter et détenir des informations vous concernant.

Les données personnelles que vous nous transmettez dans le cadre de notre activité de Conseil en Gestion de Patrimoine et des services que nous vous proposons sont collectées et traitées par **Barascut Christophe** en qualité de responsable de traitement au sens des dispositions du Règlement Général sur la protection des données personnelles (RGPD).

Ces données personnelles sont collectées, selon le cas, sur des bases légales différentes (votre consentement, la nécessité contractuelle, le respect d'une obligation légale et/ou encore l'intérêt légitime du Responsable de traitement). Concernant vos proches, nous vous remercions de les tenir informés des modalités du présent traitement de leurs données personnelles.

Les données collectées vous concernant vous et vos proches seront conservées pendant toute la durée de nos relations contractuelles et ensuite en archive pendant un délai de cinq (5) ans, à défaut des délais plus courts ou plus longs spécialement prévus notamment en cas de litige.

Vous disposez sur ces données d'un droit d'accès, de rectification, et limitation, ainsi que d'un droit d'opposition et de portabilité conformément à la loi. Si vous souhaitez exercer ces droits, vous pouvez nous contacter à l'adresse : contact@ncfinances.fr.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par courrier postal.

DATE ET SIGNATURE

Rédigé en deux exemplaires dont l'un a été remis au client

Le Client

Fait à :

Date :

Signature :

Le Conseiller

Fait à :

Date :

Signature :